

Circuits courts alimentaires

Vertus réelles et supposées

ARMELLE GOMEZ

Les circuits courts alimentaires sont à la mode : adhérer à une AMAP, faire le marché ou aller à la ferme, s'approvisionner et distribuer sur des points-relais, etc. Autant de façons de participer à ces échanges que le ministère de l'Agriculture a définis en 2009 comme des « modes de commercialisation des produits agricoles qui s'exercent soit par la vente directe du producteur au consommateur, soit par la vente indirecte à condition qu'il n'y ait qu'un seul intermédiaire ». Résurgence de pratiques anciennes et, somme toute, ordinaires pendant des siècles ou initiatives innovantes ? Que recouvre ce phénomène ? Quels en sont les acteurs ? Les circuits courts alimentaires possèdent-ils toutes les vertus, économiques, sociales et environnementales dont on les pare ?

Un phénomène ancien réinventé

Ces modes de distribution-consommation ont fait l'objet d'attention dans les sphères politiques et académiques à partir du moment où ils sont réapparus dans le monde urbain et périurbain, tantôt à l'initiative des producteurs, tantôt des consommateurs. S'ils accusaient une baisse tendancielle depuis le milieu du XX^e siècle au profit des circuits longs caractérisés par un éloignement toujours plus important entre producteurs et consommateurs, ils retrouvaient en 2010 leur niveau de 1990 en termes de part des ventes dans la production globale¹. Des manifestations analogues, bien que culturellement distinctes, ont vu le jour progressivement à partir des années 1970, en divers endroits du monde, et particulièrement dans les pays industrialisés². Dans un contexte global

de crise profonde de l'agriculture confrontée à une variabilité des prix sur les marchés internationaux et à des crises sanitaires à répétition³, on a vu se multiplier des « systèmes alimentaires alternatifs ». Ce sont les fruits de l'initiative d'acteurs des territoires qui se réapproprient progressivement les questions agricoles autour de la qualité des produits alimentaires et du rapprochement des zones de production et de consommation. Cette tendance s'est confirmée par des mobilisations, dans les années 2000, dans et hors du monde agricole. Le phénomène n'a cessé de s'amplifier, caractérisé par une situation d'autorenforcement du fait des politiques publiques de soutien au développement des circuits courts agricoles, de la multiplication de manifestations et d'événements les promouvant et du financement de recherches-actions cherchant à mieux les comprendre.

Des vertus supposées...

Les types et les motifs de participation sont nombreux, tant du côté des consommateurs que des producteurs, et c'est précisément pour cette raison que ce phénomène s'est largement diffusé et a atteint une certaine visibilité dans la seconde moitié des années 2000. Aussi, les circuits de proximité font-ils coexister des acteurs qui s'y engagent pour des buts divers, voire parfois divergents. Ceux qui se rallient aux mouvements les plus militants y voient un rempart à l'ordre économique néolibéral et à l'industrialisation de l'agriculture. D'autres considèrent qu'ils ont un impact positif pour l'environnement et donc pour les consommateurs : ils seraient plus à même de conduire à un équilibre écologique, au maintien de la biodiversité et garantiraient, en outre, une qualité gustative. En termes de développement local, ils participeraient d'une réappropriation politique du territoire et seraient créateurs d'emplois. Enfin, ils répondraient à des attentes sociales articulées

1 | Le recensement agricole ne prenait en compte jusqu'en 2010 que la vente directe, c'est-à-dire la remise directe du produit du producteur au consommateur final. Même en ne prenant en compte que cette partie des circuits courts, leur proportion aurait augmenté entre 2000 et 2010.

2 | Cf. par exemple Kirwan (2004) sur le retour des marchés de plein vent au Royaume-Uni, Maréchal (2008) sur les Teikei au Japon et les AMAP en France ou encore les nombreuses études sur les systèmes productifs localisés (numéros spéciaux d'*Économie rurale* : n° 301, 2007 ; n° 322, 2011).

3 | Il faut noter toutefois que l'importance de ces crises est très relative, puisque les accidents sanitaires étaient plus nombreux autrefois, mais beaucoup plus circonscrits.

autour de l'autonomie et de l'autosuffisance autant des individus que des territoires, ces idéaux s'apprécient dans la figure de l'acteur-paysan et dans les capacités d'empowerment (autonomisation) des populations.

... aux effets réels des circuits de proximité alimentaires

Mundler et Laughrea (2015) ont tenté d'établir un premier bilan concernant les vertus supposées et réelles de ces circuits de proximité. Le bilan est mitigé, d'abord parce que les manifestations de ce phénomène sont hétérogènes : des paniers solidaires avec paiement à l'avance à la vente directe, en passant par les Grandes et Moyennes Surfaces jusqu'à l'approvisionnement des services de restauration scolaire, le point commun entre ces circuits courts est essentiellement formel. Il est donc bien difficile d'étendre les résultats d'un type à un autre. Les auteurs proposent néanmoins une analyse qui repose sur quatre dimensions.

- À propos du bien-être des agriculteurs : si ces derniers se disent globalement satisfaits et notent que leurs compétences s'accroissent, dans le même temps, ils soulignent que la charge de travail s'intensifie, relativisant les gains réalisés par ailleurs. La reconnaissance sociale du métier d'agriculteur apparaît comme une dimension déterminante, plus importante encore que celle du revenu.

- Concernant le développement territorial : si le nombre de salariés et de nouveaux installés augmente effectivement et, ce quelque soit la taille de l'exploitation, il est difficile d'évaluer dans quelle mesure il ne s'agit pas d'un transfert d'emplois. Ce qui était réalisé par des entités de commercialisation ou de transformation autrefois revient désormais à la charge de l'agriculteur.

- Si l'on s'intéresse au bien-être de la communauté, les circuits de proximité peuvent générer des effets bénéfiques : nouveaux liens rural-urbain, reconnaissance réciproque, diminution des conflits. Il ne faut pas omettre néanmoins une forme d'exclusion sociale, tant chez les consommateurs que chez les producteurs, du fait que ces systèmes reposent souvent sur des formes d'organisations collectives, favorisées par des affiliations sociales préexistantes et des normes et valeurs partagées.

- Enfin, la question de la protection de l'environnement, les pratiques agricoles diversifiées et bannissant les intrants chimiques sont plus représentées que dans les circuits longs (10 % contre 2 %). Pourtant la question des bilans environnementaux est soumise à controverse. Le Commissariat général au développement durable relativise, dans un rapport de mars 2013 appuyé sur une étude de l'ADEME de 2012, les bienfaits des circuits courts alimentaires : la proximité géographique n'est pas nécessairement synonyme d'un

Le marché de Bassens





Cultures maraîchères à Eysines

bon bilan carbone si l'on considère l'optimisation logistique. Cette enquête a soulevé un vif émoi, ses critiques considérant que la méthodologie employée contrevient à une appréciation juste des différences entre circuits courts et circuits longs. En effet, au-delà du seul problème des transports, les effets sur l'environnement sont nombreux : consommation d'énergie, émission de gaz à effet de serre (carbone, méthane, azote), pollutions diverses, etc. Ils doivent être étudiés à toutes les étapes du processus, de la production à la consommation, en passant par la distribution et selon les spécificités des produits considérés... Ainsi, par exemple, les régimes alimentaires des consommateurs ont un effet aussi important sur l'environnement que les modes d'agriculture : un régime végétalien constitué de produits frais issus d'une agriculture biologique est nettement moins consommateur d'énergie primaire (-31 %) qu'un régime mixte associé à une agriculture conventionnelle¹.

Un système alimentaire, des circuits de proximité alimentaires

Le principe de relocalisation des échanges révèle un double mouvement qui, s'il a lieu dans d'autres secteurs de l'économie, apparaît avec une certaine intensité dans le domaine de l'alimentation. D'abord, des revendications issues des mouvements sociaux cherchent à agir à l'intérieur du marché en poussant les entreprises privées à internaliser les coûts sociaux qu'elles génèrent. À côté, les acteurs traditionnels de la gestion agricole cherchent à confor-

mer les circuits de proximité, en partie au moins, à des normes gestionnaires et financières. En somme, sous un même terme se trouvent des initiatives aux origines et aux propriétés différentes qui, parce qu'elles agissent dans un même champ d'action, s'interpénètrent. Des modèles alternatifs sont amenés à se saisir d'outils proposés traditionnellement pour les entreprises, tandis que ces mêmes outils se voient modifier sous les contraintes de nouvelles revendications. La notion de performance va ainsi s'élargir pour prendre en compte des dimensions sociales et environnementales tandis que les jeux d'échelle entrent aussi dans l'analyse : de l'exploitation agricole au territoire, la question de l'échelle d'appréciation de la durabilité de ces circuits de proximité est sans cesse réinterrogée. —

POUR ALLER PLUS LOIN

- R. Le Velly, *Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs. Une promesse de différence*, Paris, Presses des Mines, 2017, 200 p.
- S. Dubuisson-Quellier, C. Giraud, « Chapitre 4 / Les agriculteurs entre clôtures et passerelles », dans *Les Mondes agricoles en politique. De la fin des paysans au retour de la question agricole*. Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Académique », 2010, p. 111-130.
- A. Gomez, X. Itçaina, « Utopiques alliances ? La construction de la cohérence discursive des mobilisations autour des circuits courts en Pays basque », *Lien Social et Politiques*, n° 72, 2014, p. 93-108.

1 | B. Redlingshöfer, « Vers une alimentation durable ? Ce qu'enseigne la littérature scientifique », *Courrier de l'environnement de l'INRA*, n° 53, 2006, p. 83-102.